

SÉNAT DE BELGIQUE.

SESSION DE 1877-1878.

Premier Feuilleton des Pétitions.

M. VAN OCKERHOUT, 1^{er} Rapporteur.

N° 1. — La demoiselle Marie Van Bunnan, demeurant à Bruges, se plaint d'un déni de justice.

Conclusions du Rapport. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

N° 2. — La Députation permanente du Conseil provincial de Luxembourg réclame des dispositions législatives réglant l'hygiène publique et notamment la vaccination.

Conclusions du Rapport. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

N° 3. — Le sieur Lievens demande une disposition pénale contre les banqueroutiers qui, après avoir réglé leur passif au moyen d'une déclaration de faillite, recommencent impunément à faire des opérations commerciales.

Conclusions du Rapport. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

N° 4. — Le sieur De Ferrière, négociant à Wavre, se plaint d'une décision prise par le Conseil d'administration de la Banque Nationale, relative à l'es-compte.

Conclusions du Rapport. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.

N° 5. — Le sieur Henri Guesnet, demeurant à Ingelmunster, réclame une loi qui déclare obligatoire l'usage de la ceinture de sauvetage à tous ceux qui s'em-barquent dans un port belge.

Conclusions du Rapport. — Ordre du jour.

M. FRANÇOIS DOLEZ, 2^e Rapporteur.

N° 6. — 1° Des membres du Comité de la Société générale des fabricants de sucre de la Belgique, demandent une modification à la loi du 19 mars 1866, en matière de subventions industrielles.

Conclusions du Rapport. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.

2° Les membres de la Société générale des fabricants de sucre de la Belgique, demandent des surtaxes ou droits compensateurs sur les sucres bruts et raffinés importés en Belgique.

Conclusions du Rapport. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.

N° 7. — Le sieur Alphonse Schoultz, demande l'application rigoureuse de l'article 561 du Code pénal, aux amateurs du tir aux pigeons.

Conclusions du Rapport. — Ordre du jour.

N° 8. — 1° Les Commissaires de police, officiers du ministère public des cantons de Tirlemont, Louvain, Diest, Wavre, Gembloux, Andenne et Jodoigne, demandent une amélioration de position.

2° Même requête des Commissaires de police de Saint-Trond, Hasselt et Tongres;

3° Même requête du Commissaire de police de Herve.

Conclusions du Rapport. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

N° 9. — 1° Le sieur De Kerf, ex-Commissaire de police à Binche, se plaint d'avoir été injustement destitué;

2° Même requête du même;

3° Même requête du même;

4° Même requête du même;

5° Même requête du même;

6° Même requête du même;

7° Le même réclame une somme de 1,575 francs qui lui a été retenue indue-ment sur ses appointements par le bourgmestre de Binche.

8° Même requête du même.

Conclusions du Rapport. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

M. le Baron Osy, 3^e Rapporteur.

N° 10. — Le sieur Jules Rypens, fabricant de glucose, demande la restitution des droits d'accises en cas d'exportation des sucres de glucose.

Conclusions du Rapport. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.

N° 11. — Les juges de paix de l'arrondissement judiciaire de Charleroi demandent une augmentation des traitements des juges de paix.

Conclusions du Rapport. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

N° 12. — Le Conseil communal de Schaërbeek, demande qu'il soit apporté des modifications à la loi communale en ce qui concerne la nomination des bourgmestres et échevins.

Conclusions du Rapport. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

N° 13. — Un grand nombre d'officiers pensionnés réclament une loi assimilant les pensions militaires aux pensions civiles.

Conclusions du rapport. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.

N° 14. — Le sieur Corbesier, vérificateur honoraire de l'enregistrement à Liège, demande que le taux des pensions civiles et militaires soit augmenté.

Conclusions du rapport. — Renvoi à MM. les Ministres des Finances et de la Guerre.

N° 15. — Le sieur Corbesier, vérificateur honoraire de l'enregistrement à Liège, demande que la faveur de l'Éméritat accordée par la loi aux membres de l'ordre judiciaire, soit étendue non-seulement aux professeurs des Universités de l'État, mais aussi aux fonctionnaires de l'ordre administratif et aux officiers de l'armée.

Conclusions du rapport. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.

N° 16. — Le sieur Alphonse Schoultz, demande la révision de la loi du

18 juillet 1836, qui prive de la moitié de sa pension, la veuve d'un fonctionnaire qui se remarie.

Conclusions du Rapport. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.

N° 17. — Le sieur Henri Guesnet, réclame une disposition législative ayant pour objet d'imposer aux communes l'obligation de payer journellement une indemnité pécuniaire aux personnes ou familles atteintes de maladies contagieuses.

Conclusions du Rapport. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

M. ORBAN DE XIVRY, 4^e Rapporteur

N° 18. — Le sieur Pierre Pauwels, préposé des douanes pensionné, demande un secours.

Conclusions du Rapport. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.

N° 19. — Les sieurs Jean-Baptiste Dekkers, Charles-Louis Goddens, Antoine-Hubert Machiels, Jules Decoene, Jean-Baptiste Bivort et Jacques-Hubert Janssen, demeurant à Anvers, se plaignent d'avoir été révoqués de leurs fonctions de brigadiers des douanes et demandent à être réintégrés dans leur emploi ou admis à faire valoir leurs droits à une pension.

Conclusions du Rapport. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.

N° 20. — La Députation du Conseil provincial de la Flandre Orientale demande que l'indemnité accordée aux provinces du chef du casernement de la gendarmerie soit augmentée.

Conclusions du Rapport. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

N° 21. — Plusieurs habitants de Rupelmonde se plaignent de la surabondance des monnaies de cuivre et de la disparition presque complète des monnaies d'or et d'argent.

Conclusions du Rapport. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.

N° 22. — La Chambre de Commerce de Liège réclame la création de timbres adhésifs pour les effets de commerce créés et payables en Belgique.

Conclusions du Rapport. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.

N° 23. — Les membres du Cercle médical du canton d'Assenede réclament la révision des dispositions qui règlent le service médical des indigents.

Conclusions du Rapport. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

N° 24. — Le sieur Simon-Joseph De Bray, se plaint d'un jugement qui le condamne du chef d'injures envers le bourgmestre d'Archennes.

Conclusions du Rapport. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.